

Le capitalisme corrompt-il le sens moral?

PHILOSOPHIE MAG N°26, février 2009

L'institution du marché, fondée sur la compétition et la recherche du profit, promeut-elle nécessairement l'avidité, l'égoïsme et l'opportunisme ? C'est la question que la Fondation John Templeton, basée aux Etats-Unis, a soumise, au lendemain de la crise, à des intellectuels, des économistes et des hommes politiques issus du monde entier. Voici les contributions des philosophes Michael Walzer, John Gray et Jagdish Bhagwati.

Pour retrouver l'ensemble des contributions : www.templeton.org/market

«Évidemment!»

Michael Walzer. Professeur émérite à l'Institute for Advanced Study de Princeton, spécialiste d'éthique et de relations internationales, américain, il est l'auteur de *Morale maximale, morale minimale* (Bayard).

La compétition à l'oeuvre sur le marché encourage les acteurs à enfreindre les règles morales et à produire de bonnes raisons de le faire. Ce sont ces rationalisations – se tromper soi-même pour franchir la ligne rouge sans scrupule – qui corrompent le sens moral. On peut faire une analogie avec le système politique démocratique. La compétition pour le pouvoir incite les candidats à mentir dans les réunions publiques, à faire des promesses intenable, à accepter de l'argent sale, etc. Élections libres et libre marché nous apprennent non seulement à prendre des risques, à échanger et à délibérer collectivement, mais aussi à nous surveiller et à nous méfier les uns des autres, à trahir nos amis, etc. Ce qui est étonnant, c'est que nous ne traitons pas de la même façon les dangers inhérents au marché et ceux liés à la politique. Là où les démocraties ont réussi, moyennant des constitutions, à s'émanciper des caprices des tyrans et de l'arrogance des aristocrates et à mettre fin aux pires formes de la corruption politique, le domaine économique a été abandonné à lui-même. Aujourd'hui la pire forme de corruption ne vient pas du domaine politique, malgré ses imperfections, mais du domaine économique, caractérisé par un marché dérégulé où les comportements ne sont pas encadrés et où la responsabilité est quasi nulle.

La plus grande réussite de la démocratie constitutionnelle est d'avoir éliminé le désespoir de la politique: perdre le pouvoir ne signifie plus perdre la vie ou être exilé. L'État providence était censé faire la même chose pour l'économie: constitutionnaliser le marché en établissant des limites sur ce qu'on pouvait y perdre. Mais aux États-Unis, le constitutionnalisme économique est quasi inexistant. Du coup, l'enjeu de la compétition, c'est la survie d'une famille, les soins de santé pour les enfants, une éducation décente, la dignité des personnes âgées. De tels risques ne laissent pas beaucoup de place à la moralité. Car les gens n'agissent décemment que s'ils sont traités décemment. Nous n'avons pas de «constitutionnalisme économique». Les contre-pouvoirs des syndicats se sont considérablement affaiblis, le système des impôts a régressé de façon disproportionnée, la régulation des banques, de l'investissement, des fonds de pension est tout bonnement inexistante. Et **l'arrogance de l'élite économique qui a le sentiment d'être libre de faire tout ce qu'elle veut est sidérante. C'est ce type de pouvoir, comme l'a écrit Lord Acton, qui est le plus corrupteur. Il gagne progressivement la sphère publique**

où l'influence de l'argent, gagné sans restrictions dans un marché non régulé, menace la moralité politique elle-même!

«Au contraire!»

Jagdish Bhagwati. Professeur d'économie à l'université de Columbia, conseiller spécial à l'ONU sur la mondialisation, il est indo-américain et l'auteur de différents essais défendant les vertus de la mondialisation dans le tiers-monde, notamment *In Defense of Globalization* (2005).

Le capitalisme passe pour un système immoral et corrompueur où l'altruisme n'aurait pas sa place. Et l'extension internationale du marché paraît privée de visage humain. Je pense tout le contraire. Je viens d'Inde. Pendant des décennies, l'Inde, dominée par un refus quasi fondamentaliste du marché, a stagné économiquement avec pour résultat une constante pauvreté de masse. Puis nous avons entrepris de grandes réformes en ouvrant le pays au marché et à la mondialisation. Ce qui a sorti l'Inde de la pauvreté. Voilà à mes yeux un progrès moral incontestable pour la collectivité. Au niveau de l'individu, on a souvent tendance à considérer que participer au marché ce serait accepter de devenir égoïste, avide et corrompu. C'est en réalité une représentation fallacieuse du rapport entre les valeurs et l'économie, fondée sur le présupposé marxiste que l'on est ce que l'on fait, que nos valeurs sont le reflet de notre travail. En réalité, les gens arrivent sur le lieu de leur travail et de leurs échanges armés de valeurs déjà formées. Où formons-nous ces valeurs? Dans la famille, dans la communauté dans laquelle on vit, dans les livres que l'on lit et la culture que l'on reçoit, etc. C'est ce qui explique que les Japonais peuvent avoir une économie capitaliste à l'américaine, mais des valeurs morales spécifiques. Ce n'est pas le marché qui transforme nos valeurs. Ce sont au contraire les valeurs qui décident de l'usage que l'on fait des richesses produites par le marché. Simon Shama a montré dans son histoire des Pays-Bas que les calvinistes qui ont fait fortune dans le commerce international ne répondaient pas à des appétits personnels, mais agissaient de façon altruiste. C'est ce qu'il appelle très justement «*la gêne des riches*». La même gêne peut se voir chez les membres de la religion jaïniste du Gujrat, l'État indien dont était issu le Mahatma Gandhi. Les richesses que les jaïns ont tirées de leurs activités commerciales étaient harnachées à leurs valeurs morales, pas l'inverse.

«Sans doute...»

John Gray. Philosophe politique, professeur à la London School of Economics, britannique, il est notamment l'auteur de *Voltaire et les Lumières* (Seuil, 2000) et *False Dawn: The Delusions of Global Capitalism* (1999). C'est une critique véhément de l'idéologie néolibérale.

Bernard de Mandeville le relevait déjà: si le marché produit des richesses, il est indéniablement un facteur de corruption des vertus traditionnelles (honneur, altruisme, désintéressement, etc.). L'efficacité économique va de pair avec l'avènement d'une société composée d'individus opportunistes. Adam Smith l'avait pressenti et proposait d'instaurer une milice nationale pour remédier aux effets corrosifs du marché sur le lien social. Je ne suis donc absolument pas d'accord avec l'idée que ce dernier serait une institution neutre moralement et que les valeurs morales interviendraient seulement pour décider de l'usage des richesses. Les différents systèmes

économiques promeuvent différents types humains et différentes conceptions de la vie bonne. Là où un moraliste traditionnel voit la mort de la famille, un libéral voit l'affirmation de l'autonomie individuelle.

Les traits de caractère valorisés par le marché – l'audace d'entreprendre, le désir de spéculer et de parier, la capacité de saisir ou créer des nouvelles opportunités – ne sont pas les plus appréciés par les moralistes conservateurs. La prudence, la parcimonie, la capacité de se reposer sur les modèles du passé sont de vraies qualités morales, mais sur le marché elles peuvent conduire à la ruine. Le marché requiert un haut degré de mobilité et une capacité permanente à s'extraire de relations qui ne sont plus profitables. Or ce dynamisme subversif s'étend peu à peu à l'ensemble de la société. C'est à la politique qu'il revient alors de décider ce qui peut être traité comme une marchandise et ce qui ne le peut pas. Différents types de compromis s'opèrent ainsi, selon nos conceptions de la vie bonne. **Mais une chose est claire: une économie moderne de marché ne peut pas fonctionner sans une dose de corruption morale.**